

# A

**FIDA**  
**FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE**  
**Conseil d'administration - Soixante-dix-neuvième session**  
Rome, 10-12 septembre 2003

**PROPOSITION VISANT À INTÉGRER LA MISE EN ŒUVRE DU  
PROGRAMME D'ACTION DE BRUXELLES EN FAVEUR DES  
PAYS LES MOINS AVANCÉS DANS  
LE PROGRAMME DE TRAVAIL DU FIDA**

**A. INTRODUCTION**

1. Le Programme d'action de Bruxelles en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2001-2010 (A/CONF.191/11) a été adopté par la Troisième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés tenue à Bruxelles le 20 mai 2001. Ce programme a pour but de promouvoir la réalisation des objectifs de développement du Millénaire consistant à réduire de moitié l'extrême pauvreté d'ici à 2015 et à promouvoir le développement durable, de façon à améliorer les conditions de vie de plus de 600 millions de personnes dans les 49 pays les moins avancés (PMA). Il fournit le cadre d'un partenariat mondial renforcé visant à obtenir une croissance économique soutenue et un développement durable dans ces pays, à mettre fin à leur marginalisation par l'élimination de la pauvreté, de l'inégalité et de la misère et à leur permettre de s'intégrer avec profit dans l'économie mondiale.

## **B. PRÉSENTATION GÉNÉRALE**

2. Les sept engagements spécifiques contractés dans le cadre du programme sont les suivants :

- a) promouvoir l'adoption de politiques et d'institutions axées sur le peuple,
- b) promouvoir la bonne gouvernance aux échelons national et international,
- c) renforcer les capacités humaines et institutionnelles,
- d) renforcer les capacités de production pour que les PMA profitent de la mondialisation,
- e) accroître le rôle du commerce dans le développement,
- f) protéger l'environnement et réduire sa vulnérabilité,
- g) mobiliser des ressources financières.

3. Le programme définit aussi des priorités intersectorielles: élimination de la pauvreté, égalité des sexes, emploi, développement durable, problèmes particuliers des PMA sans littoral et des petits PMA insulaires, et difficultés des PMA touchés par des conflits.

4. Les objectifs stratégiques du FIDA reposent sur la même base que ceux du Programme d'action de Bruxelles en faveur des pays les moins avancés. En effet, comme l'indique *l'Accord portant création du FIDA*, l'objectif du Fonds est "de fournir à des conditions de faveur des ressources financières supplémentaires pour le développement agricole des États membres en développement. En vue de cet objectif, le Fonds fournit des moyens financiers, principalement pour des projets et programmes visant expressément à créer, développer ou améliorer des systèmes de production alimentaire et à renforcer les politiques et institutions connexes dans le cadre des priorités et stratégies nationales, compte tenu de la nécessité d'accroître cette production dans les plus pauvres des pays à déficit alimentaire, du potentiel d'accroissement de la production alimentaire dans d'autres pays en développement et de l'importance d'améliorer le niveau nutritionnel et les conditions de vie des populations les plus pauvres des pays en développement". Ainsi de nombreux engagements contractés par les PMA et par leurs partenaires de développement dans le cadre du Programme d'action de Bruxelles ont déjà été pris par le Fonds au titre du *Cadre stratégique du FIDA 2002-2006*. Ces engagements ont pour objectif primordial d'œuvrer pour que les ruraux pauvres puissent se libérer de la pauvreté en encourageant: le développement social; l'équité entre les sexes; la création de revenus; l'amélioration de la situation nutritionnelle; la préservation de l'environnement; la mobilisation de ressources financières pour le développement (y compris à l'échelon local); l'accès des pauvres aux ressources financières et naturelles; un cadre politique axé sur le peuple; la bonne gouvernance à l'échelon national grâce notamment à la décentralisation et à la délégation de compétences; l'adoption de budgets visant à réaliser les objectifs de développement du Millénaire.

5. Le Programme d'action de Bruxelles part du constat que la majorité des pauvres de la plupart des PMA vivent dans des régions rurales et sont tributaires de l'agriculture et des activités connexes de commerce, de services et de transformation. Dans ces pays, le seul moyen d'obtenir un taux de croissance plus élevé est de mobiliser les capacités inutilisées des pauvres grâce à un développement rural diversifié axé sur l'amélioration de la production agricole. L'accroissement durable de la capacité de production de l'agriculture et de la pêche ainsi que des revenus des personnes travaillant dans ces secteurs constitue donc un objectif hautement prioritaire à la fois pour la mise en œuvre et le succès du Programme de Bruxelles et pour l'accomplissement de la mission du Fonds. Au cours de ses vingt-cinq ans d'activités, le FIDA a consacré aux PMA 39% de son aide au développement et 46% de son portefeuille de projets. En 2001, le Conseil d'administration a approuvé un montant de prêts en

faveur des PMA de 159 millions de USD; en 2002, le chiffre (130 millions de USD) a certes été légèrement inférieur du fait de la diminution du programme de travail global, mais le pourcentage affecté aux PMA a été maintenu.

6. Comme le montre le FIDA dans le *Rapport sur la pauvreté rurale 2001*, la méthode la plus efficace pour réduire la pauvreté consiste à s'appuyer sur les groupes de pauvres en tant qu'acteurs du changement, ce qui permettra d'autonomiser les pauvres en créant des conditions qui leur donnent la possibilité d'utiliser plus efficacement leurs capacités. Pour ce faire, il est essentiel de donner aux pauvres les moyens de se faire mieux entendre et d'avoir plus d'influence dans les institutions qui les concernent, aux niveaux tant local que national, et d'avoir un meilleur accès à l'éducation, à la santé et aux services économiques, tels que le crédit et l'épargne.

7. L'autonomisation des pauvres et leur accès aux ressources productives dépendent essentiellement des citoyens et des gouvernements des PMA eux-mêmes. Ces pays ont besoin d'une politique favorable au développement agricole et rural et caractérisée par une forte augmentation des ressources consacrées, d'une part, à la santé, à l'éducation et aux infrastructures dans les zones rurales et, d'autre part, aux activités de production des pauvres, dans le cadre d'un processus global de développement. La communauté internationale doit elle aussi apporter un soutien plus énergique aux efforts fournis par les PMA.

8. La campagne mondiale lancée pour réaliser les objectifs de développement du Millénaire, qui est notamment axée sur les besoins des PMA, a fait du développement de ces pays l'une des préoccupations essentielles des Nations Unies. La réalisation des objectifs de développement du Millénaire est étroitement liée au succès des efforts de développement des PMA. Des progrès ne seront réalisés en ce qui concerne les indicateurs de développement figurant dans les objectifs de développement du Millénaire que dans la mesure où les PMA amélioreront leurs résultats dans ce domaine. Les objectifs de développement du Millénaire et ceux du Programme de Bruxelles sont donc interdépendants et complémentaires.

### **C. PROPOSITION**

9. En conséquence, le FIDA propose que, conformément aux résolutions de l'Assemblée générale mentionnées ci-après, le Fonds se joigne aux autres institutions des Nations Unies, aux institutions financières internationales et aux organisations multilatérales qui entendent intégrer la mise en œuvre du Programme d'action de Bruxelles dans leurs programmes de travail et dans les processus intergouvernementaux.

### **D. RECOMMANDATION**

10. Il est recommandé au Conseil d'administration, en tenant compte de la Déclaration de Bruxelles (A/CONF.191/12) et du Programme d'action de Bruxelles en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2001-2010 (A/CONF.191/11) approuvé par l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies dans sa résolution 55/279 du 12 juillet 2001, d'examiner le présent document et ses annexes et d'autoriser le FIDA à:

- a) continuer à accorder une attention particulière aux PMA dans ses programmes et activités et faire une large place à la mise en œuvre effective du programme de Bruxelles dans le cadre de son mandat,
- b) tenir étroitement compte du Programme d'action de Bruxelles dans l'élaboration de ses activités/programmes et dans ses processus intergouvernementaux, conformément aux demandes exprimées dans les résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies 56/227 du 24 décembre 2001 et 57/276 du 20 décembre 2002.



## ANNEX I

United Nations

A/RES/55/279



## General Assembly

Distr.: General  
7 August 2001Fifty-fifth session  
Agenda item 102**Resolution adopted by the General Assembly***[without reference to a Main Committee (A/55/L.88 and Add.1)]***55/279. Programme of Action for the Least Developed Countries  
for the Decade 2001–2010***The General Assembly,*

*Recalling* its resolution 52/187 of 18 December 1997, in which it decided to convene the Third United Nations Conference on the Least Developed Countries at a high level in 2001, as well as its resolutions 53/182 of 15 December 1998, 54/235 of 23 December 1999 and 55/214 of 20 December 2000,

1. *Endorses* the Brussels Declaration<sup>1</sup> and the Programme of Action for the Least Developed Countries for the Decade 2001–2010,<sup>2</sup> adopted by the Third United Nations Conference on the Least Developed Countries, held in Brussels from 14 to 20 May 2001;

2. *Decides* to include in the provisional agenda of its fifty-sixth session an item entitled "Implementation of the Programme of Action for the Least Developed Countries for the Decade 2001–2010".

*107th plenary meeting  
12 July 2001*

<sup>1</sup> A/CONF.191/12.

<sup>2</sup> A/CONF.191/11.

## ANNEX II

United Nations

A/RES/56/227



## General Assembly

Distr.: General  
28 February 2002Fifty-sixth session  
Agenda item 106 (b)

## Resolution adopted by the General Assembly

*[on the report of the Second Committee (A/56/569)]***56/227. Third United Nations Conference on the Least Developed Countries***The General Assembly,*

*Recalling* its resolution 55/279 of 12 July 2001, in which it endorsed the Brussels Declaration<sup>1</sup> and the Programme of Action for the Least Developed Countries for the Decade 2001-2010,<sup>2</sup>

*Emphasizing* the importance of a highly visible, efficient and effective follow-up and monitoring arrangement for the implementation of the Programme of Action for the Least Developed Countries for the Decade 2001-2010, as well as of the Programme of Action for the Sustainable Development of Small Island Developing States,<sup>3</sup> the Global Framework for Transit Transport Cooperation between Landlocked and Transit Developing Countries and the Donor Community,<sup>4</sup> and relevant paragraphs of the United Nations Millennium Declaration<sup>5</sup> for those countries,

*Taking note with appreciation* of the report of the Secretary-General on the follow-up mechanism for coordinating, monitoring and reviewing the implementation of the Programme of Action for the Least Developed Countries for the Decade 2001-2010,<sup>6</sup>

1. *Decides* to establish the Office of the High Representative for the Least Developed Countries, Landlocked Developing Countries and Small Island Developing States, having the functions recommended by the Secretary-General in his report;<sup>7</sup>

<sup>1</sup> A/CONF.191/12.

<sup>2</sup> A/CONF.191/11.

<sup>3</sup> *Report of the Global Conference on the Sustainable Development of Small Island Developing States, Bridgetown, Barbados, 25 April-6 May 1994* (United Nations publication, Sales No. E.94.I.18 and corrigenda), chap. I, resolution I, annex II.

<sup>4</sup> TD/B/42(1)/11-TD/B/LDC/AC.1/7, annex I.

<sup>5</sup> See resolution 55/2.

<sup>6</sup> A/56/645 and Add.1 and Add.1/Corr.1 and 2.

<sup>7</sup> A/56/645, para. 17.

## ANNEX II

A/RES/56/227

2. *Requests* the Secretary-General to take immediate measures to make the Office of the High Representative operational as soon as possible;
3. *Calls upon* the Secretary-General to enhance the operational capacity of the United Nations Conference on Trade and Development as well as that of other organizations and bodies of the United Nations system in their activities aimed at supporting recipient countries, especially developing countries, and in particular the least developed countries, landlocked developing countries and small island developing States;
4. *Reiterates its invitation* to the organizations of the United Nations system and other multilateral organizations to mainstream the implementation of the Brussels Declaration<sup>1</sup> and the Programme of Action for the Least Developed Countries for the Decade 2001-2010<sup>2</sup> within their programmes of work as well as in their intergovernmental processes;
5. *Requests* the Secretary-General of the United Nations Conference on Trade and Development to review the title and functions of its current Office of the Special Coordinator;
6. *Invites* Member States to extend all necessary support and cooperation to the Office of the High Representative;
7. *Underlines* the importance of optimal coordination between the Office of the High Representative and the various organizations of the United Nations system and other multilateral organizations;
8. *Invites* the organs, organizations and bodies of the United Nations system, and other relevant multilateral organizations, to provide full support to and cooperation with the Office of the High Representative;
9. *Decides* that the provisions of the present resolution shall be implemented within the approved level of the budget for the biennium 2002-2003, and requests the Secretary-General to seek voluntary contributions for the Office of the High Representative;
10. *Requests* the Secretary-General to submit to the General Assembly at its fifty-seventh session a report on the implementation of the present resolution.

*92nd plenary meeting  
24 December 2001*

## ANNEX III

United Nations

A/RES/57/276



## General Assembly

Distr.: General  
7 March 2003Fifty-seventh session  
Agenda item 96**Resolution adopted by the General Assembly***[on the report of the Second Committee (A/57/541)]***57/276. Third United Nations Conference on the Least Developed Countries***The General Assembly,*

*Recalling* its resolution 52/187 of 18 December 1997, in which it decided to convene the Third United Nations Conference on the Least Developed Countries at a high level in 2001, as well as its resolutions 53/182 of 15 December 1998, 54/235 of 23 December 1999 and 55/214 of 20 December 2000,

*Recalling also* its resolution 55/279 of 12 July 2001, in which it endorsed the Brussels Declaration<sup>1</sup> and the Programme of Action for the Least Developed Countries for the Decade 2001–2010,<sup>2</sup>

*Welcoming* the establishment of the Office of the High Representative for the Least Developed Countries, Landlocked Developing Countries and Small Island Developing States, pursuant to its resolution 56/227 of 24 December 2001,

*Taking note* of the outcome of the Ministerial Conference of the Least Developed Countries, held at Cotonou from 5 to 7 August 2002,<sup>3</sup>

*Taking note also* of the report of the Secretary-General on the implementation of General Assembly resolution 56/227 on the Third United Nations Conference on the Least Developed Countries,<sup>4</sup>

1. *Reaffirms* that global-level follow-up to the Programme of Action for the Least Developed Countries for the Decade 2001–2010<sup>2</sup> should be primarily concerned with assessing the economic and social performance of the least developed countries, monitoring the implementation of commitments by the least developed countries and their development partners, reviewing the functioning of implementation and follow-up mechanisms at the country, subregional, regional and sectoral levels and policy developments at the global level that have implications for the least developed countries;

<sup>1</sup> A/CONF.191/12.

<sup>2</sup> A/CONF.191/11.

<sup>3</sup> A/57/436, annex.

<sup>4</sup> A/57/496.



## ANNEX III

A/RES/57/276

2. *Invites* each least developed country, with the support of its development partners, to promote the implementation of the actions contained in the Programme of Action by translating them into specific measures within its national development framework and poverty eradication strategy, in particular poverty reduction strategy papers, where they exist, and with the involvement of civil society, including the private sector, on the basis of a broad-based inclusive dialogue;

3. *Stresses* the need for efficient and strengthened coordination and monitoring of and follow-up to the implementation of the Programme of Action, and in this regard calls for an adequate allocation of resources for the functioning of the Office of the High Representative for the Least Developed Countries, Landlocked Developing Countries and Small Island Developing States, to enable it to carry out successfully its mandate as set out in resolution 56/227;

4. *Welcomes* the decision of the Secretary-General to establish a trust fund to support the activities of the Office of the High Representative, pursuant to its call in resolution 56/227 for voluntary contributions;

5. *Calls upon* Member States, intergovernmental and non-governmental organizations and the private sector to make voluntary contributions to the trust fund, in particular for the implementation of the Programme of Action at the national, subregional, regional and international levels;

6. *Reiterates its call* to the governing bodies of the organizations and bodies of the United Nations system, international financial institutions and other multilateral organizations to mainstream the implementation of the Programme of Action within their programmes of work and intergovernmental processes;

7. *Emphasizes* that the organizations of the United Nations system have a special role to play in the implementation of the Programme of Action and that the full mobilization and coordination of all parts of the United Nations system to facilitate the coordinated and coherent implementation and monitoring of the Programme of Action is crucial, and in this regard welcomes with appreciation the decisions taken by several governing bodies of the organizations of the United Nations system to mainstream the Programme of Action;

8. *Urges* all Member States and the United Nations system, and invites the international financial institutions and other multilateral organizations, to extend to the Office of the High Representative their full support for the fulfilment of its mandate;

9. *Requests* the Secretary-General to submit to the General Assembly, through the Economic and Social Council, a comprehensive annual progress report on the implementation of the Programme of Action for the Least Developed Countries for the Decade 2001–2010.

*78th plenary meeting  
20 December 2002*